



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°179 18 NOVEMBRE 2019

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**CEMAC : LA
BEAC TABLE SUR
CROISSANCE
ECONOMIQUE DE
2,7% CONTRE 3%
PREVUE EN DEBUT
2019**

**TANZANIE :
EXPANSION DU
PORT DU Mtwara**

**GABON :
SIGNATURE D'UN
ACCORD DE
PARTENARIAT
ENTRE LA RATP ET
L'ÉTAT GABONAIS**

**CAP-VERT : BAISSE
DES EXPORTATIONS
DE 4% AU
TROISIEME
TRIMESTRE 2019**

**KENYA : ABROGATION
DE LA LOI SUR
L'ENCADREMENT DES
TAUX D'INTERETS**

**COTE D'IVOIRE :
LANCEMENT D'UN
PROGRAMME
D'INSERTION
PROFESSIONNELLE**

**DISCUSSIONS
TRIPARTIES SUR
LE BARRAGE DE
RENAISSANCE**

**MAURITANIE :
LANCEMENT D'UN
PROJET HYDRAULIQUE
DE 12 M EUR
FINANCE PAR L'AFD**

**LA BANQUE
AFRICAINNE DE
DEVELOPPEMENT
(BAFD) DOUBLE
SON CAPITAL**



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ CEMAC : La BEAC table sur croissance économique de 2,7% contre 3% prévue en début 2019

Selon Abbas Mahamat Tolli, gouverneur de la BEAC, l'Afrique Centrale présente une situation économique globalement satisfaisante pour l'année 2019. L'annonce est faite à l'issu du comité de politique monétaire qui s'est tenu vendredi 8 novembre 2019 à Yaoundé. L'objet étant d'échanger sur la situation économique et monétaire de la région ainsi que des perspectives à court terme de la CEMAC. La BEAC a ainsi tablé sur une croissance de 2,7% contre 3% comme prévus en début 2019. Les principaux taux d'intérêt de la banque centrale sont maintenus inchangés du fait de performances satisfaisantes ; l'inflation reste maîtrisée dans la sous-région à 2,5% et l'excédent de solde budgétaire remonte à 0,8%.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ La Banque africaine de développement (BAfD) double son capital

Lors d'une assemblée extraordinaire des actionnaires tenue le 30 octobre 2019 à Abidjan, les Gouverneurs de la BAfD ont approuvé une augmentation de capital historique de 115 Mds d'USD. Grâce à cette augmentation, le capital de la BAfD va plus que doubler (passant de 93 Mds USD à 208 Mds), ce qui permet à la Banque de renforcer sa solidité financière. A la faveur de cette augmentation, le Président de la BAfD a indiqué que son institution continuera de jouer son rôle de chef de file dans le développement des infrastructures, le renforcement de l'intégration régionale, l'aide à la réussite de la Zone de libre-échange continentale africaine, la lutte contre le changement climatique et la stimulation des investissements privés.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ La CEDEAO confie au Niger l'organisation du forum des mines et du pétrole 2020

Le Niger va accueillir en octobre 2020 la 3^{ème} édition du forum des mines et du pétrole de la CEDEAO, dénommé ECOMOF 2020. Un protocole d'accord entre la CEDEAO et les autorités nigériennes a été signé à cet effet à ECOMOF est une plateforme de coopération visant à promouvoir le secteur géo-extractif dans l'espace de la CEDEAO et à mettre en évidence le développement des technologies ainsi qu'un dialogue continu et inclusif pour le développement de la filière. C'est donc une occasion pour les principaux acteurs des secteurs minier et pétrolier de partager des idées, nouer des partenariats et trouver des solutions pour renforcer ce secteur.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Niger : le pays prend la présidence de la plateforme ministérielle de coordination des stratégies pour le Sahel**

Le Niger vient d'être porté à la présidence de la plateforme ministérielle de coordination des stratégies pour le Sahel pour une période de deux ans, à un moment où cette zone fait face à d'énormes défis sécuritaires. Le ministre nigérien des Affaires étrangères et de la Coopération (Kalla Ankouraou) a reçu officiellement les documents actant ce changement. Tout en saluant les efforts du gouvernement tchadien, qui a présidé la plateforme pendant ces trois dernières années, M. Ankouraou a assuré que le Niger est déterminé à poursuivre les efforts déjà engagés afin de sensibiliser davantage la communauté internationale sur les défis dans la région du Sahel et la nécessaire coordination des stratégies et actions dans cet espace.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Augmentation du capital de la Banque Africaine de Développement (BAD)**

Le conseil d'administration de la BAD a donné son feu vert à une hausse de 125 % du capital de la banque, d'environ 93 Mds USD à 210 Mds USD. Cette augmentation est la plus large depuis la création de la BAD en 1964 et devrait lui permettre de renforcer son portefeuille de projets sur le continent. Tous les actionnaires ont accepté cette hausse (hormis le Canada pour des raisons de politique intérieure), ce qui devrait laisser la structure actionnariale globalement inchangé si ces derniers souscrivent effectivement aux actions auxquelles ils ont droit (ce qui devrait intervenir en 2020/21). Pour rappel, les quotes-parts des Etats souscripteurs se partagent entre les Etats africains (58,9 % des parts), au premier rang desquelles le Nigeria (9,3 %), l'Egypte (5,6 %) et l'Afrique du Sud (5,1 %), et 26 membres non-régionaux (41,1 % des parts), dont les Etats-Unis (6,6 %), le Japon (5,5 %) et l'Allemagne (4,2 %), la France détenant quant à elle 3,8 % du capital.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Discussions triparties sur le barrage de Renaissance**

A l'issue des discussions tenues mercredi 6 novembre à Washington, une déclaration conjointe entre le département du Trésor américain, la Banque mondiale et les ministres des Affaires étrangères de l'Egypte, l'Ethiopie et le Soudan, a indiqué que les représentants des trois pays se sont engagés à arriver à un accord sur le barrage de la Renaissance avant le 15 janvier. Pour ce faire, deux réunions sont prévues à Washington les 9 décembre et 13 janvier. Celles-ci comprendront des réunions techniques, en présence des Etats-Unis et de la Banque mondiale en qualité d'observateurs.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville - Mission de Première revue du programme FMI

Une équipe du FMI a effectué une mission à Brazzaville du 24 octobre au 6 novembre pour mener des consultations au titre de l'article IV et procéder à la première revue de l'accord du 11 juillet dernier conclu au titre de la Facilité élargie de Crédit. Un léger report à janvier 2020 de la présentation des conclusions de la première revue au Conseil d'Administration est envisagé, en raison du retard pris dans le décaissement des appuis budgétaires des partenaires pour 2019 (environ 345 M USD). De fait, les tensions de trésorerie générées rendent difficile le remboursement des arriérés de la dette extérieure bilatérale et de la dette commerciale intérieure, d'autant qu'une restructuration de la dette extérieure commerciale est toujours attendue.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Abrogation de la loi sur l'encadrement des taux d'intérêts

La ratification de la loi de finance 2019 en fin de semaine dernière marque la révocation de la loi d'encadrement des taux d'intérêts. Cette dernière est entrée en application en septembre 2016 et fixe un plafond pour les taux de prêt des banques commerciales, à 400 pb au-dessus du taux d'intérêt directeur de la Central Bank of Kenya (CBK), et un plancher pour les taux de rémunération de l'épargne, égal à 70 % du taux directeur (abrogé en septembre 2018). Selon le FMI mais aussi la CBK, outre qu'elle amoindrit l'effet des instruments traditionnels de politique monétaire, cette loi a eu comme effets une réduction de la croissance du crédit à l'économie, en particulier, un moindre accès aux financements pour les profils les plus risqués, soit les PME et les ménages.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : RUBIS se renforce au Kenya

Déjà présent sur le marché kényan depuis mars 2019 suite à la réussite de l'OPA lancée sur *KenolKobil*, la société française Rubis a signé lundi un protocole pour l'acquisition de *Gulf Energy Holdings Limited* (GEHL), société regroupant l'ensemble des activités de distribution de produits pétroliers de *Gulf Energy Limited*, n° 4 sur le marché kényan. Avec 470 000 m³ de produits pétroliers distribués en 2018, GEHL est actif sur les principaux segments de marché : réseau (46 stations-service), commercial (notamment dans la fourniture aux centrales électriques et à d'importants clients industriels), aviation, GPL et lubrifiants. En support de ses activités de distribution, la société dispose de deux dépôts de produits pétroliers (Mombasa et Nairobi), d'un stockage de GPL avec un centre emplisseur de bouteilles, ainsi qu'une unité de stockage et de conditionnement de lubrifiants.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : Acquisition de Togocom par le Groupe Axian et Emerging Capital Partners

Le 6 novembre, le consortium *Agou Holding* – composé du 1^{er} groupe malgache *Axian* et du fonds d'investissement *Emerging Capital Partners* (ECP) – et le ministère togolais des Postes et de l'Économie numérique ont signé un accord sur l'acquisition de 51 % des parts de *Togocom*, holding détenant les opérateurs historiques de téléphonie *Togo Télécom* et *Togocel*. D'ici 2026, le consortium compte investir 245 MEUR au Togo dans les infrastructures de connectivité, le déploiement de la fibre optique et de la 5G. *Axian* renforce ainsi sa présence en Afrique après l'acquisition de *Tigo Sénégal*, de *Telco Comores*, et de *Télécom Réunion-Mayotte*. Holding valorisée à près de 320 MEUR, *Togocom* a réalisé un CA de 183 MEUR en 2018.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ougandanda : Consolidation de la relation commerciale entre l'Ouganda et la RDC

Les présidents Museveni et Tshisekedi ont signé un pacte dans les domaines de la sécurité, du tourisme et des infrastructures. Cet accord comprend la construction de 3 routes entre les deux pays sur 2 ans - reliant Mpondwe à Beni, Goli à Bunia et Bunagana à Rutshuru - d'un pont sur la frontière est-congolaise, ainsi que la signature d'un protocole d'entente sur les normes et labels de qualité ougandais. Les deux présidents ont pointé du doigt les blocages commerciaux actuels - coût élevé des visas, régime fiscal congolais opaque, qualité défectueuse des infrastructures transnationales – induisant de faibles échanges commerciaux : en 2018 la RDC est la 3^{ème} destination des exportations ougandaises, soit en valeur 13 % du total et seulement le 19^{ème} exportateur vers l'Ouganda, ne représentant que 1 % des importations totales. A cet égard, Museveni s'est prononcé en faveur d'une union douanière ouverte à la RDC, qui sera effective si la candidature d'adhésion à la Communauté d'Afrique de l'Est déposée en juin 2019 est acceptée.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : Chute du SDG et suspension temporaire des exportations d'or gouvernementales

La livre soudanaise a connu une forte baisse ces derniers jours, de 5 % par rapport à sa valeur la semaine précédente, pour arriver au taux de 81 SDG/USD dimanche dernier, entraînant une nouvelle flambée inflationniste. Ces pressions sur le change interviennent dans un contexte de chute des exportations du pays. Le Soudan a fait dernièrement l'objet d'un blocage de ses exportations de bétail, deuxième source de devises (16 % des exportations en 2018), imposé par l'Arabie Saoudite et Egypte dû à l'apparition d'une épidémie de fièvre de la Vallée du Rift. Entre le 28 septembre dernier, date à laquelle cette fièvre s'est déclarée, jusqu'au 4 novembre, le nombre de personnes affectées est de 279 dont 9 décès. Les autorités viennent également de suspendre les exportations d'or, premier poste d'exportation du pays (42 % en 2018), pour quelques semaines afin de réorganiser la gouvernance du secteur. Les déclarations du ministre des finances à Reuters jeudi, indiquant que les réserves des devises à la CBOS ne couvrent que quelques semaines d'importations, auraient attisées les comportements spéculatifs.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : Prévisions du budget national pour l'exercice 2020/2021

Le ministre des Finances et de la Planification, Philip Mpango, a présenté à l'Assemblée nationale les prévisions du budget national pour l'exercice 2020/2021. Il a indiqué que ce budget mettra l'accent sur la création d'un environnement propice aux investissements et aux entreprises afin d'attirer les investisseurs locaux et étrangers. Le gouvernement facilitera la mise en œuvre de projets dans le cadre de partenariats public-privé (PPP) dans des domaines prioritaires. Il a déclaré que les dépenses récurrentes augmenteraient de 4,7 % à 9,4 Mds USD, soit 13,7% du PIB, tandis que les dépenses de développement représentaient 8,0 % du PIB, soit 5,5 Mds USD. Les recettes internes devraient augmenter pour atteindre 10,2 Mds USD. Les recettes fiscales devraient augmenter de 4,3 % pour atteindre 8,6 Mds USD contre 8,2 Mds USD et les recettes non-fiscales devraient atteindre 1,6 Md USD.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : Expansion du port du Mtwara

Le port de Mtwara au sud du pays fait actuellement l'objet d'une forte expansion et de travaux de modernisation pour le stockage de carburant destiné à certains pays d'Afrique australe. Le gouvernement travaille sur des accords concernant le transit vers le Mozambique, le Malawi et, si possible, la Zambie. Le gouvernement a conclu un contrat avec la société suisse Endress + Hauser pour l'installation d'un débitmètre au port, ce projet qui avait démarré en mars devrait être achevé en mai 2020. Actuellement, la Tanzanie achemine du carburant vers les régions du sud par le port de Mtwara, ce qui a permis aux habitants du sud de bénéficier de pétrole à des prix relativement bas par rapport au passé, lorsque le carburant était déchargé au port de Dar es Salam puis transporté par voie terrestre.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Guinée équatoriale : Le mécanisme élargi de crédit négocié avec le FMI se précise.

Le Fonds monétaire international (FMI) étudie la possibilité de fournir 280 M USD à la Guinée équatoriale dans le cadre du programme de financement convenu entre le personnel technique et les autorités, sous réserve d'approbation par la direction. Les autorités de la Guinée équatoriale et une équipe du FMI sont parvenues à un accord au niveau technique sur un programme triennal, le 22 octobre à Washington.

✉ arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr

▼ Bénin : 5^{ème} revue concluante du FMI

La cinquième revue du programme FMI 2017-2019 s'est terminée à Cotonou le 5 novembre. Les experts du FMI ont relevé les bonnes performances macroéconomiques du Bénin, en dépit d'un environnement extérieur moins favorable et de la fermeture de la frontière avec le Nigeria. Le PIB réel devrait croître de 6,4 % en 2019, sous l'impulsion notamment des secteurs de l'agriculture et du transport. La croissance devrait s'accélérer en 2020 et rester soutenue à moyen terme. Les finances publiques sont également en ligne avec les objectifs du programme, avec un déficit attendu à 2,3% du PIB (après rebasage). Le reprofilage de la dette en 2018 et l'émission d'euro-obligations en 2019 ont permis de réduire les coûts d'emprunt et d'allonger la maturité de la dette.

Selon les données provisoires de l'institut national de statistiques, tant les importations que les exportations ont connu une évolution négative, de 5,7% (à 180 M EUR) et 4% (à 16 M EUR) respectivement au 3^{ème} trimestre de cette année. Les réexportations, en revanche, ont augmenté de 13,9%, à 61 M EUR. Le déficit de la balance commerciale a diminué de 5,9%. L'Espagne est le 1^{er} client du pays (81,3% des exportations du pays), suivie du Portugal (15%). Le Portugal est le 1^{er} fournisseur du pays (45,4% de part de marché), suivi des Pays-Bas (13,3%) qui passent devant l'Espagne (8,7%).

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : lancement d'un programme d'insertion professionnelle

Le gouvernement ivoirien a procédé au lancement d'un programme d'insertion professionnelle pour les jeunes dans le cadre du Programme Social du Gouvernement 2019-2020. L'objectif est la mise en stage et en apprentissage de 225 000 étudiants d'ici 2020. Ce programme est financé par l'État ivoirien, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement à hauteur de 214,5 M EUR. Il vise à répondre, par le biais d'une offre de stages élargie, au manque d'expérience professionnelle des étudiants. Selon le gouvernement ivoirien, 100 000 offres de stages de validation de diplômes, 50 000 offres de stages de qualification et 25 000 postes d'apprentissage ont pu être répertoriés à ce jour, en amont du lancement du programme.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : 1^{ère} au classement en matière de croissance économique au Maghreb en 2019**

Selon le rapport du Fonds Monétaire International (FMI) paru le 1^{er} novembre 2019, la Mauritanie serait à la première place des pays du Maghreb en termes de croissance économique sur l'année 2019 (6,6%) et à la deuxième position sur l'ensemble des pays du Moyen-Orient. Ce résultat est conforme aux prévisions déjà faite en début d'année 2019 par la Banque Mondiale sur les perspectives de l'économie mondiale à la fin 2019, notamment sur la zone Maghreb.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : fermeture des frontières du Nigeria prolongée jusqu'au 31 janvier 2020**

Depuis le 20 août 2019, le Nigeria a décidé de fermer toutes ses frontières terrestres. Une situation qui pèse sur le Niger, dont l'économie dépend en grande partie des exportations vers son voisin. Malgré cette situation, le Président nigérian vient d'approuver la prorogation, jusqu'au 31 janvier 2020, de cette mesure. Une délégation de la CEDEAO, conduite par l'ancien président du Niger, Salou DJIBO et le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Bénin, Aurélien Agbenonci, a présidé le 4 novembre dernier, une séance de travail visant à débloquer rapidement la situation.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Sénégal : le gouvernement adopte le projet de budget 2020**

Le projet de loi de finances initiale 2020 est arrêté à la somme de 3 258,4 Mds de FCFA (4,9 Mds EUR) en recettes et 3 708,9 FCFA (5,6 Mds EUR) en dépenses, soit un déficit de budgétaire de 450,5 Mds de FCFA (686 M EUR) correspondant à l'objectif UEMOA de 3%. Pour le budget général de l'Etat (hors comptes spéciaux du Trésor), il est prévu 3 122,5 Mds F CFA (4,8 Mds EUR) en recettes et 3 573 Mds F CFA (5,4 Mds EUR) en dépenses. Les recettes fiscales sont en hausse de près de 10% pour atteindre 2 675 Mds de FCFA (4,1 Mds EUR) et le service de la dette atteindrait 364,8 Mds FCFA (556 M EUR). L'encours de la dette publique est projeté à 8 076,6 Mds FCFA (12 Mds EUR) en 2020. Ce projet doit être approuvé par l'Assemblée nationale.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : poids du secteur informel dans l'économie sénégalaise**

L'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel (Eri-Esi 2017), de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), révèle que 96,4% des emplois seraient générés par le secteur informel contre 3,6% par le secteur formel au Sénégal. Le taux du chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) serait estimé à 2,9% en 2017, soit 118 608 individus, alors que celui du chômage BIT élargi serait de 12,5% et concernerait 559 559 individus.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENT

▼ **Gabon : Signature d'un accord de partenariat entre la RATP et l'Etat gabonais**

Un accord de partenariat a été signé le 6 novembre dernier entre Monsieur De Lambert, Directeur général de RATP International et le Ministère des Transports, de l'Équipement, des Infrastructures et des Travaux publics. Cet accord devrait permettre à la RATP d'accompagner dans une démarche à long terme la mise en œuvre de la nouvelle compagnie de transports urbains, Transurb, dont la création a été annoncée en juin 2019. Débutant par une expertise de l'existant, dont le parc de près de 300 bus achetés neufs en Chine en 2017, la RATP apportera son expertise dans les domaines techniques, de la formation, du recrutement de personnel, en sus de la gouvernance opérationnelle de Transurb. Plus largement, la RATP se voit confier la création d'un nouveau système de mobilité urbaine pour le Grand Libreville.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : Le conseil des ministres approuve un emprunt de 5,4 M € auprès du FIDA**

L'Etat gabonais va emprunter 5,4M€ auprès du Fonds International de Développement Agricole dans le cadre du financement de son projet de développement agricole et rural (PDAR2). Le FIDA est présent au Gabon depuis 1993 pour l'amélioration de la sécurité alimentaire auprès des populations rurales du pays (13% de la population). Le PDAR2 doit permettre d'assurer l'autosuffisance alimentaire et l'accroissement des revenus des populations rurales, particulièrement dans le Woleu-Ntem.

✉ thomas.pitault@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon/ Guinée équatoriale : Les deux pays seront bientôt reliés par une interconnexion de leurs réseaux électriques**

Le projet a fait l'objet d'une réunion du Pool énergétique d'Afrique centrale (Peac), qui s'est tenue la semaine dernière en préparation à la signature par les deux pays de l'accord relatif à la mise en place de cette interconnexion. Cette signature devrait intervenir d'ici la fin de l'année. L'accord en préparation prévoit un échange bidirectionnel d'électricité entre les deux voisins. Le surplus de production d'énergie de la Guinée équatoriale peut permettre d'alimenter le nord du Gabon, notamment sur la ligne Mongomo-Oyem où des poteaux sont déjà implantés. Le projet permettra une accélération de l'intégration électrique sous-régionale. Il entre d'ailleurs dans le cadre d'une politique énergétique commune.

✉ arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr

▼ Burkina Faso : l'UE signe la convention du PACAO

Le Chef de délégation de l'UE au Burkina Faso, Wolfran Vetter, et le président de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso, Mahamadi Savadogo, ont signé, le 4 novembre 2019, une convention de subvention pour la mise en œuvre du Programme d'appui à la compétitivité de l'Afrique de l'Ouest volet Burkina Faso. D'un montant de 5,4 M EUR ce programme vise à soutenir les filières de trois chaînes de valeur : huilerie et dérivés de coton, miel et dérivés, et énergie solaire. Pour mémoire, ce nouvel appui vient à la suite du Programme de renforcement des capacités des entreprises (2003-2008) d'une enveloppe de 6 M EUR et du Programme d'appui au secteur privé (2012-2017) d'une enveloppe de 8,5 M EUR.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : signature de deux accords de prêt entre la Côte d'Ivoire et l'Arabie Saoudite

Le ministre ivoirien de l'Économie et des Finances, Adama Coulibaly et le Vice-Président et Directeur général du Fonds Saoudien de développement, Youssef Albassam ont signé deux accords de prêt pour un montant total de 21,8 Mds FCFA (33,4 M EUR). Le premier accord concerne la construction et l'équipement du Centre Hospitalier Universitaire d'Abobo, commune d'Abidjan. Estimé à 13 Mds FCFA (19,8 M EUR), cet établissement hospitalier sera bâti sur une superficie de 5 ha pour une disponibilité foncière de 18 ha, avec une capacité d'accueil de 600 lits. Le second accord concerne le Programme pilote de développement dans les régions du Poro et du Bounkani (nord-est du pays) articulé autour de trois axes : infrastructures sanitaires, scolaires, et hydrauliques. Ce programme vise principalement à développer des infrastructures de base en faveur des populations, notamment celles des plus vulnérables, pour un coût estimé à 9 Mds FCFA (13,5 M EUR). Ces deux programmes sont mis en place dans le cadre du Programme Social du Gouvernement estimé à 1 003 Mds FCFA (1 500 M EUR).

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : l'AFD signe une convention de financement de 3 M EUR avec l'ANICT pour des projets dans l'espace transfrontalier Liptako-Gourma

Le Directeur de l'AFD au Mali et le Directeur de l'Agence nationale d'investissement des collectivités territoriales (ANICT) ont signé, le 29 octobre dernier, une convention triennale (2020-2022) d'un montant de 3 M EUR. L'appui financier cible le développement socioéconomique et le renforcement de la cohésion sociale et communautaire dans le Liptako-Gourma, un espace transfrontalier qui regroupe Mali, Burkina-Faso et Niger.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : lancement d'un projet hydraulique de 12 M EUR financé par l'AFD**

Les autorités mauritaniennes ont procédé au lancement d'un projet d'approvisionnement en eau potable et assainissement à Néma (Est du pays) entièrement financé par l'AFD pour un montant de 12 M EUR. Ce projet vise la réalisation de 51 réseaux d'adduction d'eau potable et la réhabilitation de 157 latrines publiques. Il permettra de fournir de l'eau potable à plus de 78 000 personnes et offrir l'accès à des installations d'assainissement améliorées à 170 000 mauritaniens. Dans le pays, l'accès à l'eau potable est passé de 44 % en 2008 à 70 % en 2018. Tandis que les besoins journaliers en eau potable sont estimés à environ 100 000 m³, pour une production quotidienne qui se situe autour de 55 000 m³.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : 2500 hectares de terre réhabilités à Konni**

Le président de la République Issoufou Mahamadou a procédé le 4 novembre 2019 au lancement des travaux de réhabilitation du périmètre irrigué de Birni-N'Konni dans la région de Tahoua. D'un coût de 26 Mds FCFA (39,6 M EUR), ce projet va permettre de réhabiliter 2500 hectares de terres sur 24 mois. Ce périmètre est exploité par 4 843 producteurs. Il est également prévu de mettre en place des infrastructures pour relancer les activités agricoles de la région. La réhabilitation est financée par le gouvernement américain à travers le Millenium challenge corporation (MCC) dans le cadre du MCA Niger.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Niger : 115,4 M EUR alloués par l'Allemagne entre 2017 et 2019**

Dans le cadre de leur relation de coopération, l'Allemagne a alloué au Niger 115,4 M EUR sur la période 2017-2019, dont 59 M EUR pour des programmes de coopération technique, a affirmé la Secrétaire générale du ministère des Affaires étrangères, de la coopération, de l'intégration africaine et des Nigériens de l'extérieur au cours des consultations inter-gouvernementales Nigéro-allemandes qui se déroulent actuellement à Niamey. Ces fonds auraient permis de financer « la mise en œuvre des programmes de développement dans un esprit de partenariat et d'engagement mutuel visant à réduire la pauvreté et les inégalités à tous les niveaux ». A ces fonds, se greffent d'autres financements à l'instar de ceux accordés par l'Allemagne pour la mise en œuvre du PDES 2017-2021.

✉ cossuc@afd.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Energie et matières premières

▼ Guinée équatoriale : Nouveautés dans le secteur des hydrocarbures à l'approche du sommet GCEF

Le ministère des Mines et des Hydrocarbures a approuvé le contrat attribué à Saipem pour un montant de 90 à 100 M USD pour la construction d'un pipeline de 70 km avec une capacité de 950 millions de pieds cubes de gaz par jour à partir de champs exploités par Noble Energy. Gabriel Obiang a aussi annoncé que des discussions ont lieu avec plusieurs entreprises intéressées par la reprise du champ Zafiro d'Exxon Mobil. Le gouvernement s'engage à diffuser une grande collection de données afin d'informer au maximum sur le potentiel du site. Le pays offrira par ailleurs, 8 blocs d'exploration pétrolière avant la fin de ce mois.

✉ arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : investissement de 76 M EUR pour raccorder 400 000 ménages au réseau électrique (PEPT)

Le ministre ivoirien du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies Renouvelables, Abdourahmane Cissé, a annoncé la mobilisation auprès des bailleurs de fonds de 76 M EUR dans le cadre du Programme Électricité Pour Tous (PEPT). Les bailleurs engagés sont la Banque mondiale, l'UE et l'AFD pour un montant de 53,2 M EUR et la BAfD (22,8 M EUR). Le gouvernement a annoncé que seraient mobilisés les 15 M EUR restant nécessaires pour relier 400 000 ménages au réseau électrique. Le PEPT est une initiative du gouvernement qui vise à garantir l'accès au réseau électrique à la population pour un montant de 1000 FCFA (1,5 EUR). L'objectif est de relier 1 million de ménages au réseau d'ici 2020.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : reprise de l'activité de l'hydrocraqueur de la SIR

Le Premier Ministre ivoirien, Amadou Gon Coulibaly, a procédé à la reprise des activités de l'hydrocraqueur de la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR), endommagé lors d'un incendie de janvier 2017. À cette occasion, il a rappelé le plan de restructuration lancé par le gouvernement en 2016 pour répondre aux difficultés financières de la SIR. Le ministre ivoirien du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies Renouvelables, Cissé Abdourahmane, a déclaré que la SIR devrait relever d'autres défis pressants, dont les investissements nécessaires pour répondre aux nouvelles normes de qualité des produits raffinés. La SIR a réalisé un résultat net de 23,8 Mds FCFA (36,2 M EUR) en 2018 (contre 69 M EUR en 2017 et -12,7 M EUR en 2016).

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : la convention d'exploitation des gisements de fer du Nimba présentée à l'Assemblée Nationale**

Le 5 septembre 2019, une convention d'exploitation des gisements de fer du Nimba avait été signée entre l'Etat guinéen et la société américaine High Power Exploration (HPX) du groupe Ivanhoé pour un investissement estimé à plus d'1 Md USD. Cette convention vient d'être présentée à l'Assemblée Nationale par le ministre des mines le 4 novembre 2019. Au sortir de cet échange, le ministre a indiqué que la base de développement de ce projet est la construction du chemin de fer Trans-guinéen sur la côte ouest. Selon le Ministre, si le projet n'est pas rentable sur le Trans-guinéen, l'option de faire passer le minerai par le Libéria sera retenue.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : exploitation du pétrole et du gaz, PETROSEN lance un nouvel appel d'offres pour 12 blocs libres**

Selon son directeur général, la Société de pétrole du Sénégal (PETROSEN) a ouvert un appel d'offres international sur les 12 blocs pétroliers libres, situés dans la partie maritime profonde du bassin. Cet appel d'offres sera exécuté sous le régime du nouveau Code pétrolier adopté début 2019.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Services**

▼ **Togo : privatisation de Togocom**

A l'issue d'un processus piloté par Lazard frères et le cabinet d'avocats Jones day, les autorités togolaises viennent d'annoncer la cession de 51% du capital de Togocom, l'opérateur public Togolais, au groupement Agou Holding, constitué par AXIAN et Emerging Capital Partners (ECP). AXIAN, holding basée à Madagascar et dirigée par Hassanein Hiridjee, qui est déjà active dans les télécommunications à Madagascar (Telma), aux Comores (Telma), au Sénégal (Tigô), à Mayotte et à la Réunion (Télécom Réunion-Mayotte) sera ainsi le partenaire technique de référence de Togocom.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Cameroun : Afreximbank installe sa filiale pour l'Afrique Centrale

Gérard Chihota, chef d'unité du secrétariat du CA d'Afreximbank a été reçu en audience par Félix Mbayu, ministre délégué auprès du ministre des Relations extérieures chargé de la Coopération avec le Commonwealth. L'audience avait pour objet l'ouverture de la succursale d'afreximbank pour l'Afrique Centrale. Afreximbank a choisi d'installer sa succursale dans la ville de Yaoundé. Pour rappel, les entreprises et institutions camerounaises auraient bénéficié de plusieurs facilités de crédits de la Banque africaine d'import-export.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Cameroun : le Centre pasteur célèbre ses 60 ans au Cameroun

Le centre pasteur célèbre ses 60 ans au Cameroun du 12 au 22 Novembre 2019. Créé en 1959, le Centre pasteur se distingue comme un laboratoire de référence au sein du système de santé au Cameroun. Le Cameroun abritera au cours de cet évènement un conseil des directeurs des 32 structures du réseau international de l'institut pasteur.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : nouveau remaniement ministériel

A la faveur d'un nouveau remaniement ministériel le 7 novembre dernier, Noel MBOUMBA, Ministre du Pétrole, des Hydrocarbures et du Gaz, se voit attribuer en sus le portefeuille des Mines et Hugues MBADINGA MADIYA, ancien Directeur Général de la Dette, remplace Justin NDOUNDANGOYE au ministère des Transports, de l'Équipement, des Infrastructures et des Travaux Publics. Brice LACCRUCHE ALIHANGA perd par ailleurs sa position de Directeur de cabinet du Président de la République et devient Ministre chargé du Suivi de la Stratégie des Investissements Humains et des Objectifs de Développement Durable. Théophile OGANDAGA, précédemment Directeur général adjoint d'Olam, le remplace.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : 4^{ème} édition de la Semaine du numérique

La Semaine du Numérique, autrefois appelée Semaine Nationale de l'Internet (SNI), se tiendra du 19 au 23 novembre 2019 à Bobo-Dioulasso. Cette édition 2019 qui se tiendra sous le thème « vers des instruments financiers innovants pour le bien être du citoyen à l'ère du numérique » mettra en exergue les innovations technologiques des transactions financières du pays » et sera placée sous le haut patronage du Premier ministre, Chef du gouvernement.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : de nouveaux DG pour la Société Mauritanienne d'Electricité (SOMELEC) et la Société Nationale De l'Eau (SNDE)

Le conseil des ministres du 31 octobre a approuvé la nomination de M. Mohamed Ali O. Sidi Mohamed à la tête de la société nationale d'électricité (SOMELEC). Par ailleurs, Sidi Mohamed Ould Taleb Amar est nommé directeur de la Société nationale de l'Eau (SNDE).

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtrésor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prénom.nom@dgtrésor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

